

Index AI : PRE01/442/2011  
07 September 2011

## **L'OTAN met fin à des transferts de détenus à la suite de plaintes pour torture**

La décision de l'OTAN de suspendre le transfert de détenus vers des structures relevant des forces afghanes en raison des informations faisant état d'actes de tortures systématiques met en évidence le fait que la communauté internationale n'a pas réussi à établir l'état de droit en Afghanistan, a déclaré Amnesty International mercredi 7 septembre.

La décision de l'OTAN a été annoncée mardi 6 septembre après que des fuites d'un rapport de l'ONU eurent fait apparaître que des actes de torture étaient systématiquement commis dans plusieurs centres de détention gérés par le gouvernement afghan.

Amnesty International n'a cessé de demander à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) conduite par l'OTAN de mettre fin au transfert de détenus vers des installations gérées par la Direction nationale de la sécurité, au sujet desquelles des informations font état depuis longtemps d'actes de torture et d'autres formes de mauvais traitements.

« Amnesty International avait alerté il y a des années la FIAS au sujet de ce problème mais au lieu de le résoudre celle-ci a laissé la situation se détériorer jusqu'à ce qu'elle devienne intolérable. Il revient maintenant aux gouvernements dont relève la FIAS d'expliquer pourquoi ils ont laissé la situation leur échapper complètement, a déclaré Sam Zarifi, directeur d'Amnesty International pour la région Asie-Pacifique.

« Compte tenu des problèmes majeurs que pose l'absence de protection légale pour les détenus sous la responsabilité des États-Unis, et du fait que les pays de l'OTAN ne gèrent pas de grands centres de détention en Afghanistan, l'OTAN doit préciser comment elle compte s'occuper de ces prisonniers . »

L'OTAN a annoncé que l'interruption visait plusieurs établissements tels que les prisons de la police à Kunduz et Tarin Kowt ; les prisons relevant de la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan (ANDS) à Hérat, Khost, Laghman, Kapisa et Takhar, ainsi qu'une structure de lutte contre le terrorisme connue sous le nom de Département 124.

Selon le rapport de l'ONU, les personnes détenues dans ces établissements sont régulièrement frappées avec des tuyaux en caoutchouc et menacées d'agression sexuelle. Nombre de ceux qui sont été pris pour cibles étaient soupçonnés d'être des insurgés.

Un porte-parole de la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (MANUA) a déclaré aux médias que les Nations unies avaient déjà remis leurs conclusions au gouvernement afghan, qui prend ce problème « très au sérieux ».

Des responsables de l'OTAN ont indiqué qu'ils allaient enquêter sur les plaintes pour torture.

La Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) doit se retirer d'Afghanistan dans les années à venir et déléguer aux autorités afghanes la responsabilité d'assurer la sécurité des Afghans.

« Tout transfert d'autorité dans le domaine de la sécurité doit être tributaire du respect par les responsables afghans des droits humains les plus élémentaires et de la primauté de la loi », a déclaré Sam Zarifi.

« Avant que les forces internationales ne se retirent, la FIAS et la communauté internationale doivent aider l'Afghanistan à réformer son système carcéral afin que le respect des droits fondamentaux des détenus soit assuré. Les autorités afghanes doivent enquêter scrupuleusement sur toutes les allégations de détentions arbitraires et d'actes de torture en détention, en particulier dans les établissements relevant de la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan (ANDS), et déférer à la justice les personnes soupçonnées d'être responsables de ces agissements.

Amnesty International a appelé l'OTAN à veiller à ce que les détenus sous sa responsabilité en Afghanistan puissent entrer en contact avec des avocats et leurs proches, et bénéficier de soins médicaux et d'une aide consulaire au besoin.

« Dans les zones de l'Afghanistan contrôlées par les talibans et d'autres groupes d'insurgés, les détenus sont souvent victimes de violences extrêmes, a souligné Sam Zarifi. Mais maintenant les Afghans se demandent comment il se fait que leur gouvernement, avec toute l'aide internationale dont il a bénéficié, recourt lui aussi à la torture et aux autres formes de mauvais traitements contre les détenus ».